

LE DÉLÉGUÉ
AUX ACCORDS COMMERCIAUX

Berne, le 6 novembre 1989

2310.1 2*

Confidentiel

Note à Monsieur le Président de la Confédération
Jean-Pascal Delamuraz

copie : blf, cor, ari, pur, gir, mjj, sce, jag

Ainsi que vous le savez, j'ai récemment effectué trois missions à l'étranger, respectivement à Mexico (Conférence régionale des Ambassadeurs), Guatemala (visite bilatérale) et Washington (contacts multilatéraux et bilatéraux). Je voudrais ci-après vous faire part de quelques réflexions auxquelles m'amènent ces missions.

1. Conférence régionale des Ambassadeurs à Mexico (5-9 oct. 1989)

Comme votre collègue le Conseiller fédéral Felber vous en aura sans doute déjà informé, cette première expérience de conférence régionale peut être considérée à tous égards comme un succès. Alors que la Conférence générale "bernoise" consiste essentiellement en une "donnée d'ordres" sur une série de points parfois forts variés de notre politique extérieure, la conférence régionale a permis, en dépit d'un calendrier serré, un dialogue assez substantiel sur trois thèmes : politique, économie et coopération au développement. Elle a à cet égard confirmé notre perception qu'après quarante ans de développement auto-centré une large gamme de pays latino-américains



sont maintenant engagés dans des efforts crédibles d'ajustements intérieurs et d'intégration à l'économie mondiale. Elle a mis en évidence le fait que leur capacité politique pour le faire, reste fragile. Elle a souligné dans ces circonstances l'impérieuse nécessité d'un maintien de l'appui politique et économique extérieur à ces pays.

Cette conférence régionale, durant laquelle nos ambassadeurs en poste en Amérique latine ont été les principaux acteurs, a aussi constitué pour eux un puissant facteur de motivation. Elle a été enfin pour le Chef du DFAE (et incidemment les hauts fonctionnaires de la Centrale qui l'accompagnaient) un instrument intéressant de politique de gestion du personnel du DFAE dans le sens où elle a permis de prendre, de manière directe et personnelle, la mesure de nos chefs de mission dans la région.

Il n'est pas exclu que, sur la base de cette première expérience, le Conseiller fédéral Felber, envisage de répéter l'exercice, non pas en 1991 comme prévu initialement, mais l'année prochaine déjà (région asiatique). Si tel devait être le cas, je suggérerais pour ma part que notre Département l'appuie en la matière.

2. Visite bilatérale au Guatemala (9-13 octobre 1989)

Deuxième pays en importance de l'Amérique centrale, après le Mexique, le Guatemala jouit depuis 1985 d'un gouvernement démocratiquement élu. De même que pour toute une série d'autres pays latino-américains, 1990 sera pour le Guatemala aussi une année électorale décisive pour la consolidation du processus démocratique.

En termes économiques, le Guatemala est engagé depuis 1988, sous l'égide du FMI, dans un programme d'ajustement interne complété par une politique d'ouverture économique sur l'extérieur. En dépit de progrès réels la situation reste difficile

au plan économique et précaire (insécurité) au niveau politique. A quelques exceptions près (Espagne notamment), les partenaires non-américains du Guatemala ont fait preuve jusqu'ici, vis-à-vis des efforts du Guatemala, d'une réserve ou indifférence qui est mal comprise par les autorités de ce pays.

L'octroi récent par la Suisse d'un crédit-mixte de 35 millions de francs pour le développement du secteur prioritaire de l'énergie électrique, de même que ma visite en tant que représentant des autorités suisses ont dès lors, d'une part, été particulièrement appréciés des autorités guatemaltèques et, d'autre part, interprétés comme un "smart move de la part des Suisses" par les représentants de nos partenaires occidentaux sur place.

L'expérience de cette mission au Guatemala m'amène à trois réflexions :

- l'importance du "timing" pour le succès de ce type de missions. Ceci suppose de notre part une prise en compte croissante du contexte politique local et une flexibilité accrue dans notre politique de visites, à tous les niveaux (Chef de Département, Secrétaire d'Etat, Délégué);
- la constatation que même une action d'envergure modeste (crédit d'un montant limité, visite au niveau haut fonctionnaire) peut avoir un impact sensible sur notre image dans les PVD. Dans ce contexte, notre vision multilatérale des relations internationales nous dicte de ne pas concentrer trop exclusivement nos actions sur un nombre limité de pays en développement de première importance;
- le besoin réel, de toute une série de pays en développement engagés dans un processus d'ouverture et d'ajustement, de marques de confiance de nature politique à côté d'appuis économiques et financiers.

3. Entretiens à Washington (14-18 octobre 1989)

En plus d'échanges de vues sur la politique des diverses institutions dont nous sommes membre ou avec lesquelles nous collaborons étroitement, mes entretiens à Washington avaient également pour but de diminuer la pression exercée sur nous par la Banque mondiale en ce qui concerne l'ampleur de notre participation à l'exercice IDA IX et de clarifier la position américaine en ce qui concerne les négociations d'adhésion de la Chine au GATT. Je me suis notamment entretenu durant ce séjour avec le Président Conable et les Vice-Présidents Stern (Finances) et Jaycox (Afrique) de la Banque mondiale, avec les Vice-Présidents Exécutifs de la Société Financière Internationale (Sir W. Ryrie) et de la MIGA (Y. Terasawa) ainsi qu'avec E. Iglesias, Président de la Banque interaméricaine de développement. J'ai complété ces contacts par des entretiens au Trésor et à l'USTR ainsi qu'au FMI.

En ce qui concerne l'IDA IX, je crois avoir pu - en confirmant la volonté du Conseil fédéral de continuer d'apporter un appui financier résolu au Groupe de la Banque mondiale, mais aussi en montrant la nécessité de ne pas brusquer les choses (opinion publique suisse) sur ce point particulier dans la perspective de notre adhésion aux institutions de Bretton Woods - modérer les attentes de nos partenaires tout en nous assurant leur reconnaissance pour notre prochaine contribution de 380 millions de francs à l'IDA IX. Dans ce contexte, l'accueil que vous avez réservé en juin dernier au Président Conable de même que les nombreux contacts qu'il a pu avoir à cette occasion et qui lui ont permis de mieux sentir certaines dimensions de politique intérieure suisse, ont joué un rôle important.

Pour ce qui est enfin de la Chine, j'ai pu constater de la part de mes interlocuteurs américains une retenue qui, sous réserve d'initiatives nouvelles chinoises dans le sens d'une libéralisation politique et économique (à l'opposé de ce qui

- 5 -

est en train de se passer), n'exclut pas l'éventualité d'un blocage prolongé, sous une forme ou une autre, de tout progrès dans le cadre du GATT.


P.-L. Girard

Annexe : note de synthèse sur les missions à Guatemala et
Washington

Visite de l'Ambassadeur P.-L. Girard au Guatemala (10-12.10.1989)
et à Washington (16-18.10.1989)

Saisissant l'occasion de sa participation à la Conférence régionale des Ambassadeurs (6-9.10.1989 à Mexico sous la présidence du Conseiller fédéral R. Felber), l'Ambassadeur Girard (Gi) a effectué une visite bilatérale à Guatemala et rencontré les responsables des institutions internationales de développement à Washington.

A Guatemala, Gi s'est entretenu notamment avec le Vice-Président de la République, le Ministre des finances, le Vice-Ministre des AE, le Président de la Banque Centrale, le Président de l'Institut national d'électrification et le Sous-Secrétaire général du Conseil national de planification économique. Il a également eu des échanges de vues avec les représentants de la communauté économique et financière, en particulier suisse. Cette visite, qui a coïncidé avec d'importants changements à la tête du gouvernement (préparation des élections de novembre 1990), a également permis de prendre le pouls de la situation économique du pays et d'approfondir le dialogue concernant divers projets de coopération bilatérale. Pour ce qui est de la politique économique gouvernementale, cette dernière commence à porter ses fruits. Les ajustements mis en oeuvre avec l'appui du FMI ont permis des résultats appréciables, notamment en termes de croissance. Reflétant un climat de confiance accrue du secteur privé, les investissements ont repris et les exportations de produits non-traditionnels connaissent un essor réjouissant. L'endettement extérieur reste dans des proportions supportables et les principaux indicateurs économiques sont plutôt positifs. Le pays reste cependant vulnérable et dépendant de facteurs extérieurs. Les richesses étant inégalement réparties, le risque d'explosion sociale est toujours élevé et il est urgent que le gouvernement puisse progresser également dans ce domaine. Au plan bilatéral, Gi a pu se renseigner sur la procédure d'approbation parlementaire concernant un crédit mixte de 35 millions de francs - procédure arrivée à terme le dernier jour de la visite après un blocage de plus d'un an - et examiner sur place diverses options pour

l'engagement de ces fonds. Il a par ailleurs poursuivi la discussion en cours relative à la conclusion d'un accord de protection des investissements, discussion achoppant en particulier à la question du libre transfert et de ses modalités d'application en cas de pénurie de devises.

A **Washington**, la visite se situait dans le cadre des échanges de vues réguliers avec les institutions de Bretton Woods, les banques régionales de développement ainsi que les autorités nord-américaines compétentes en la matière. Avec le Président Conable et les Vice-Présidents Stern et Jaycox de la Banque mondiale, Gi a procédé à un tour d'horizon de la coopération entre la Suisse et le groupe de la BM, cela également dans la perspective d'une possible adhésion de notre pays. Il a en particulier confirmé l'intention du Conseil fédéral d'apporter une contribution adéquate, sous forme de co-financements, à la 9ème reconstitution des fonds de l'IDA, compte tenu de ses activités prioritaires en faveur des pays les plus pauvres. L'entretien avec le Vice-Président Ryrie de l'International Finance Corporation, a permis à Gi de relever les résultats de ladite organisation, répondant à la nouvelle orientation de la politique économique des pays en développement. Gi a pu informer son interlocuteur de la procédure en cours en Suisse relative à la diminution du droit de timbre et à la suppression de l'impôt anticipé sur les opérations d'emprunts de l'IFC sur le marché suisse. Ces ajustements mettraient l'institution sur un pied d'égalité avec la BIRD et la BEI. A l'encontre du Vice-Président Terasawa de la MIGA, Gi a exprimé ses préoccupations au sujet de la lenteur qui caractérise l'engagement de la nouvelle institution dans les opérations concrètes de garanties. La Suisse attache en effet le plus grand prix à une activité fructueuse de la MIGA, seule filiale du groupe de la BM dont notre pays est membre. L'importance de l'agence est d'autant plus grande que l'attitude des PVD à l'égard des investissements privés se trouve en pleine mutation, procédant d'une stratégie d'intégration à l'économie mondiale de plus en plus reconnue.

Gi a trouvé le Président Iglesias de la BID confiant dans la participation effective des USA (problèmes budgétaires) à la 7ème reconstitution des fonds. Gi a fait part de son appréciation pour la première étape de la réorganisation de la banque, effectivement bien engagée, et exprimé le voeu d'un renforcement de la place occupée par les pays européens dans la BID et le subcontinent

latino-américain. Ce renforcement est d'ailleurs préconisé par le "Groupe des Sages" en fonction des nouvelles politiques prévues par la BID. Les entretiens avec le Fonds monétaire international (Directeur Whittome), le Département du Trésor US (Sous-Secrétaire Folsom) et le USTR (Ambassadeur Lavorel) ont porté respectivement sur la stratégie d'ajustement et de désendettement, sur l'action des autorités américaines dans le cadre des institutions de développement ainsi que sur les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay et l'accession de la Chine au GATT.